

VERS UN NÉOEXTRACTIVISME AUX FORMES EXTRÊMES



MARISTELLA SVAMPA*

La progression de la violence extractiviste¹

Vers 2008-2010, nous avons assisté à une étape de multiplication des projets d'extraction, comme le reflètent les divers Plans nationaux de développement, partie prenante de la plateforme électorale des différents chefs d'État latino-américains, nombre d'entre eux en recherche d'une réélection. De la « locomotive énergétique-minièrre » de Juan Manuel Santos (Plan national de développement, 2010-2014) en Colombie au Plan stratégique agroalimentaire 2020 (PEA2) dans l'Argentine de Cristina Fernández de Kirchner, en passant par l'Arc minier de l'Orénoque au Venezuela (d'abord formulé dans le Plan de développement de Chávez, puis repris par Maduro) et l'adoption du « grand bond industriel » (2010) dans l'Agenda patriotique de 2025 (2015) de Bolivie, les pays latino-américains ont misé sur l'augmentation exponentielle des mégaprojets extractivistes, en s'appuyant sur l'exploitation indiscriminée des biens naturels avec des objectifs exportateurs.

* SOCIOLOGUE, CHERCHEUSE AU CONICET ET PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ NATIONALE DE LA PLATA (ARGENTINE).

¹ Cet article constitue la traduction du chapitre 4 de l'ouvrage de Maristella Svampa, *Las fronteras del neoextractivismo en América latina*, 2019, Calas, 142 p.

Le revers de la médaille de ce processus est l'augmentation de la conflictualité, ce qui a contribué directement ou indirectement à la criminalisation des luttes socio-environnementales et à l'augmentation de la violence étatique et para-étatique. Selon *Global Witness* (2014), entre 2002 et 2013, 908 activistes écologistes ont été assassinés dans le monde. Parmi eux, 83,7 % (760 cas) ont eu lieu en Amérique latine. Les données montrent aussi que l'augmentation s'est produite à partir de 2007 et surtout en 2009, cela coïncide avec l'étape de multiplication des projets extractivistes, comme cela apparaît dans les différents programmes de développement présentés par les différents gouvernements.

Derrière le Brésil (50 morts) et les Philippines (33), la troisième place est occupée par la Colombie, avec 26 assassinats de défenseurs de l'environnement en 2015. La liste régionale inclut des pays comme le Honduras, le Nicaragua, le Panama, le Mexique, le Guatemala et le Pérou. Ainsi, début 2012, au Panama, de forts épisodes de répression ont coûté la vie à deux membres de la communauté indigène Ngäbe-Buglé. Au Pérou, durant le gouvernement d'Ollanta Humala (2011-2016), 25 personnes sont mortes dans des situations de répression, principalement dans la région de Cajamarca, où les communautés locales se mobilisent contre le projet Conga. En mars 2016, Berta Cáceres, du COPINH, a été assassinée par les forces répressives honduriennes, pour s'être opposée à un barrage hydroélectrique². En janvier 2017, ce fut la féministe et activiste contre la méga-industrie minière, Laura Vásquez Pineda, membre du Réseau des guérisseuses ancestrales du féminisme communautaire du Guatemala. De la même manière, en Argentine, sous le gouvernement conservateur de Mauricio Macri, dans un contexte de durcissement de la bataille pour la terre, durant l'année 2017, Rafael Nahuel, d'origine mapuche, a été assassiné par les forces étatiques et un autre jeune, Santiago Maldonado, est mort après deux mois de disparition dans ce contexte de répression³.

146

² En 2015, Berta Cáceres reçoit le prix Goldman, aussi connu comme le Nobel vert, en reconnaissance de sa lutte. Cáceres a fondé le COPINH. Cette organisation et le peuple lenca ont obtenu que l'entreprise de construction de barrages hydroélectriques la plus importante au monde, la firme chinoise Synohidro, se retire du projet de construction du barrage Agua Zarca sur le lit du fleuve Gualcarque.

³ Depuis le début du gouvernement Macri, les conflits se sont aggravés et de nombreux dirigeants mapuches sont menacés par la justice. En outre, en 2017,

Le néoextractivisme est responsable de toujours davantage de victimes dans la périphérie du monde global, et en particulier en Amérique latine, région qui détient, nous venons de le voir, le record mondial. Comme par le passé, l'illusion d'un eldorado rend fou dans une dialectique renouvelée de dépossession et de dépendance, qui s'accompagne de davantage d'extractivisme, de davantage de violence et par conséquent, de moins de démocratie. Ce processus s'accélère ; seulement en 2016, 60 % des 200 assassinats d'activistes écologistes ont eu lieu en Amérique latine, des chiffres qui se reproduisent en 2017⁴. Rien n'indique que ces indicateurs vont s'améliorer, mais plutôt empirer encore davantage, si nous prenons en compte l'actuel virage conservateur illustré par des pays comme l'Argentine et le Brésil, dont les actuels gouvernements ont non seulement approfondi le modèle extractiviste dans toutes ses versions, en accentuant la violence étatique sur les populations les plus vulnérables, mais aussi mis en œuvre d'une série de politiques publiques qui entraînent une régression significative en termes de droits sociaux.

Enclaves et territorialités criminelles

La dynamique de ces enclaves, associée à l'extractivisme, compte avec une longue histoire de la région, en se référant en premier lieu à l'extraction de minéraux et l'exportation de différentes matières premières (cane à sucre, guano, caoutchouc, bois ...). Des villages-campements, parfois transformés en ville, connaissent du jour au lendemain la splendeur et le gaspillage, la richesse extrême et la pauvreté. Mais quand les lumières s'éteignent finalement et que le capital se retire pour se déployer sous d'autres latitudes, en recherche d'autres matières premières à bas coût, ces territoires offrent l'image du saccage et de la dilapidation, fortement dégradés, devenus une zone de sacrifice, qui laisse pour seul héritage aux communautés locales les impacts environnementaux et socio-sanitaires. Ce sont les cycles du capital, marqués par l'expansion de la frontière des marchandises, un modèle historico-géographique

il y eut deux autres morts dans des situations de répression.

⁴ Voir <<https://www.theguardian.com/environment/ng-interactive/2017/jul/13/the-defenders-tracker> et <https://www.jornada.com.mx/ultimas/2018/02/02/asesinan-a-cerca-de-200-defensores-del-medio-ambiente-en-2017-global-witness-5318.html>>.

basé sur l'appropriation rapide⁵, qui, une fois les ressources épuisées, cherche à se diversifier géographiquement.

Au début du xx^e siècle, la dynamique de l'enclave, liée aux mines et aux plantations, s'est conjuguée au cycle du pétrole, même si les différents processus de nationalisation des années quarante et cinquante ont ouvert en Amérique latine une nouvelle étape basée sur des schémas fondés sur la souveraineté. Dans l'époque actuelle, le néoextractivisme minier et sans doute également le pétrolier paraissent reprendre la voie plus classique de l'enclave d'exportation, associée à l'accumulation accélérée et à l'expansion de la frontière d'exportation. En termes sociaux, la configuration des territoires extractifs se traduit par la dislocation du tissu économique et social précédent et la consolidation d'une forte structure d'inégalités qui inclut différents aspects, liés au style et à la qualité de vie, aux relations de travail et de genre. L'association entre enclaves d'exportation et rentabilité extraordinaire provoque une importante augmentation du coût de la vie, qui accentue les inégalités salariales entre, d'une part, les travailleurs pétroliers et/ou miniers, qui reçoivent de hautes rémunérations et, d'autre part, le reste de la population. Le boom pétrolier/minier entraîne également comme corollaire une crise du logement et un prix élevé des loyers. Enfin, la désintégration sociale et l'organisation du temps de travail apparaissent entrelacées, ce qui génère des problématiques sociales comme l'addiction aux drogues, l'alcool et le jeu.

En réalité, les territoires extractifs ont l'habitude d'adopter une configuration propre, différente de celle des territoires non extractifs, dans la mesure où ils renforcent des problématiques sociales déjà existantes dans la société dans son ensemble, dont les inégalités salariales, le coût de la vie, les addictions, l'augmentation de la criminalité, la prostitution, auxquelles on peut ajouter plus récemment la traite et l'expansion de réseaux criminels.

Depuis le début du xxi^e siècle, il y eut des changements de différents types à l'échelle nationale et globale. L'explosion et la désorganisation sociale que vivent nos sociétés ont produit des transformations notoires du tissu social. Nos sociétés sont beaucoup plus fragmentées, ce qui s'est complexifié avec l'explosion

⁵ Jason W. Moore, « El auge de la ecología-mundo capitalista (II) : las fronteras mercantiles en el auge y decadencia de la apropiación máxima », *Filosofía, política y economía en el Laberinto*, n° 39, 2013, p. 21-30.

du narcotrafic, la persistance des inégalités, la marginalisation et la présence croissante de la problématique de l'insécurité. En conséquence, les formes de violence collective se sont également accentuées et diversifiées. Ainsi, l'amplification de ces chaînes de violence⁶ trouve un terrain fertile dans des contextes extractifs, dans lesquels on constate l'émergence de nouvelles territorialités criminelles, où la marginalité et la connivence en relation avec l'État central se combinent avec l'extractivisme prédateur et la recherche de rentabilité extraordinaire.

Ce phénomène se remarque aujourd'hui dans certaines régions marginales du Venezuela, où s'étend la frontière extractive⁷. Avec la fin dudit supercycle des *commodities*, à partir de 2013, de nombreux gouvernements ont réalisé un nouveau virage extractiviste face au déficit de la balance commerciale. Comme le remarque Edgardo Lander, le principal détonateur, même s'il n'est pas le seul, de la crise vénézuélienne fut la chute drastique du prix international du pétrole⁸. Dans cette optique, le gouvernement Maduro a commencé une recherche intensive de devises et, en accord avec le Plan de la patrie (2013-2019) en février 2016, a créé au moyen d'un décret une nouvelle Zone de développement stratégique national, l'« Arc minier de l'Orénoque », ouvrant près de 112 000 km², 12 % du territoire national, à l'exploitation d'or,

149

⁶ Dans le livre, *La violencia en los márgenes*, écrit par Javier Auyero et María Fernanda Berti, le concept de « chaîne de violence » est introduit, faisant référence « aux manières à travers lesquelles différents types de violence, habituellement pensés comme phénomènes séparés et analytiquement distincts, sont liés et se répondent les uns les autres » (Javier Auyero, María Fernanda Berti, *La violencia en los márgenes*, Buenos Aires, Editorial Katz, 2013, p. 94). De mon point de vue, ces chaînes de violence, que les auteurs analysent comme part de la quotidienneté des quartiers populaires les plus relégués, tendent à gagner en amplitude et s'étendent de plus en plus à l'ensemble de la société. L'incapacité des États à donner des réponses démocratiques et satisfaisantes aux problématiques qui génèrent ces formes de violences n'est pas étrangère à cela. Autrement dit, dans un contexte d'inégalités, les chaînes de violence renforcent et mettent en évidence la relation entre les différentes situations d'exclusion, de dilapidation et de soumission et révèlent une préoccupante régression démocratique et même un danger de fascisation de certains secteurs de la société.

⁷ Emiliano Terán, « Las nuevas fronteras de las *commodities* en Venezuela: extractivismo, crisis histórica y disputas territoriales », *Ciencia Política*, vol. 11, n° 21, 2016, p. 251-285.

⁸ Voir l'appel lancé en avril 2016 pour arrêter l'écocide dans l'Arc minier de l'Orénoque : <<https://entitleblog.org/2016/04/18/llamado-a-adhesiones-detener-el-ecocidio-minero-en-la-cuenca-del-orinoco-venezuela/>>.

de diamants, de coltan, de fer et d'autres minéraux. Dans l'objectif d'attirer les investissements étrangers, le gouvernement chaviste a souscrit des alliances et des accords avec 150 entreprises nationales et transnationales, dont le contenu demeure secret, étant donné que le décret d'état d'exception et d'urgence économique permet que les contrats pour l'Arc minier peuvent être discrétionnaires et ne nécessitent pas l'autorisation de l'Assemblée nationale. Ainsi, l'expansion de la frontière de l'exploitation des matières premières à travers les mégamines a été présentée comme une nouvelle sortie « magique » dans la recherche de diversification de l'extractivisme pétrolier, aujourd'hui en crise. Selon Terán, cela dessine une nouvelle cartographie extractiviste, dans laquelle « la nouvelle appropriation de la frontière déborde le cadre historique et s'étend à des aires de réserves naturelles, des extractions *offshore* et des parcs nationaux »⁹.

Cependant, au-delà des mégaprojets planifiés dans l'Arc minier de l'Orénoque, c'est dans cette région qu'ont surgi de nouvelles territorialités qui illustrent les nouvelles formes extrêmes de l'extractivisme. Des recherches récentes coïncident pour signaler l'émergence et la consolidation de bandes criminelles liées aux mines artisanales et illégales. Le massacre de Tumeremo, dans l'État de Bolívar, en 2016, avec le solde tragique de 28 mineurs assassinés¹⁰, même s'il n'était pas le premier, a contribué à rendre visible la relation croissante entre économie rentière, criminalité et mines artisanales et illégales, un phénomène qui s'est accentué cette dernière décennie¹¹.

Ce qui aujourd'hui se connaît sous le nom de *pranato* minier¹² révèle les contours d'une nouvelle territorialité extractive, violente et mafieuse, qui a comme conséquence un État avec une faible

⁹ Emiliano Terán, *op. cit.*, p. 261.

¹⁰ Daniel Pardo, « Lo que se sabe de la supuesta masacre de 28 mineros en Venezuela », *BBC Mundo*, mis en ligne le 15 mars 2016, consulté le 5 mai 2019, disponible sur : <http://www.bbc.com/mundo/noticias/2016/03/160307_venezuela_mineros_tumeremo_dp>.

¹¹ César Romero, Francisco Ruiz, « Dinámica de la minería a pequeña escala como sistema emergente », in Karin Gabbert y Alexandra Martínez (comp.), *Venezuela desde adentro. Ocho investigaciones para un debate necesario*, Quito, Fundación Rosa Luxemburg, 2018, p. 87-144.

¹² Au sens strict, *pran* dans le jargon carcéral signifie chef. L'habitude a été prise d'attribuer ce sigle au titre de « prisonnier récidiviste assassin de naissance ».

capacité de relation et de contrôle territorial, qui dans le même temps développe des liens avec les bandes armées. Ainsi, nous sommes face à l'émergence d'une sphère paraétatique, *depuis le bas*, qui engage un grand nombre d'acteurs économiques légaux et illégaux. Ces structures criminelles contrôlent non seulement les territoires, mais aussi la population et les subjectivités, ce qui constitue un coup important contre toute tentative de reconstruction d'un projet démocratique. Et tout cela se produit avant que les entreprises transnationales arrivent avec leur logique prédatrice des territoires.

Cependant, l'expansion des structures criminelles liées aux mines illégales n'est pas une spécificité vénézuélienne. On peut en trouver au Pérou, où, en 2016, les organisations criminelles de ce pays ont eu une plus grande rentabilité que les réseaux de narcotraffic¹³. Cependant, le phénomène au Venezuela a des traits plus spécifiques, en raison de la crise de l'État et de la phénoménale débâcle économique qui condamne différentes populations en recherche de nouvelles stratégies de survie. En outre, ce type de configuration socioterritoriale peut être lu comme des formes extrêmes de l'extractivisme, caractérisées par la désorganisation sociale, l'inégalité, la surappropriation maximale, le renforcement de la matrice de domination patriarcale, ce qui renforce les chaînes de violence déjà existantes dans la société.

La conjonction du clientélisme politique et de la violence extractiviste qui marque la relation tortueuse entre le gouvernement bolivien et les puissantes coopératives minières, dans la dispute de l'excédent, une fois finalisée la période de rentabilité extraordinaire, n'est pas moins grave. L'assassinat en 2016 du vice-ministre du gouvernement Rodolfo Illanes par des coopérativistes, en représailles d'une répression de la police, eut un grand impact national et international. Sans doute, il s'agit d'une guerre extractiviste où ce qui était en jeu, dans un contexte de chute des prix internationaux des minéraux, est le contrôle de l'excédent. Tel un apprenti sorcier, le gouvernement d'Evo Morales a dû affronter un modèle de corporativisme démesuré de type patronal, qu'il a

151

¹³ « Ils ont gagné 2,6 milliards de dollars pour la production et la vente d'or obtenu de manière illégale; tandis que les réseaux dédiés au narcotraffic ont eu une rentabilité de 0,5 à 1 milliard de dollars », *La República*, 25 avril 2017, consulté le 3 mai 2019, disponible sur : <<https://larepublica.pe/sociedad/1035115-mineria-ilegal-genero-mas-ganancias-que-el-narcotraffic>>.

lui-même renforcé par des privilèges économiques en échange d'un soutien politique. Il faut préciser que beaucoup de ces associations ne sont pas des coopératives, mais des entreprises privées dissimulées qui sous-traitent de la main-d'œuvre dans des conditions de surexploitation, qui exigent des journées de travail particulièrement longues (jusqu'à 16 heures quotidiennes) et en même temps vendent les produits extraits à des entreprises transnationales. Selon le CEDIB, il y a entre 100 000 et 120 000 mineurs coopérativistes, mais un secteur important (entre 40 et 50 %) est en situation de sous-traitance. Ainsi, la réalité montre l'émergence d'un secteur propriétaire enrichi grâce aux conditions d'exploitation et aux prix élevés des minéraux durant le supercycle des *commodities*. Les mines (étain, zinc, argent, cuivre, or) représentent la deuxième source de richesses de la Bolivie, derrière le gaz, avec 25 % des exportations. Avec le boom économique, les coopératives ont augmenté, passant de 500 en 2005 à 1 600 en 2015.

152

L'autre visage du patriarcat : extractivisme et chaînes de violence

Il existe une relation historique entre activité pétrolière et minière, masculinisation des territoires et renforcement du patriarcat. En effet, dans un contexte de forte concentration de population masculine, la prostitution tend à se banaliser, c'est-à-dire, à ne plus être vue comme une problématique sociale et culturelle. À cela, il faut ajouter que, durant les dernières décennies, dans un contexte de globalisation des réseaux criminels, la prostitution et la traite ont augmenté. La traite des femmes pour l'industrie sexuelle génère de grands bénéfices, dans un circuit du crime de plus en plus globalisé¹⁴, qui se base sur la complicité et la participation (illégal) de différents pouvoirs (politique et judiciaire).

Dans cette perspective, on constate une relation étroite entre industrie minière, prostitution et augmentation de la traite. Dans des pays comme la Bolivie, le Pérou, la Colombie et le Mexique, le réseau de traite de personnes apparaît surtout associé à l'industrie minière illégale. C'est le cas de la région de Puno, en Bolivie, où ont été rapportés des milliers de cas de traite des femmes et

¹⁴ Saskia Sassen, *Contra geografías de la globalización. Género y ciudadanía en los circuitos fronterizos*, Madrid, Mapas-Traficantes de sueños, 2003.

d'exploitation sexuelle. Comme l'affirme Livia Wagner, auteure du rapport *Crimen organizado y minería ilegal en Latinoamérica*, « il y a un lien fort entre les mines illégales et l'exploitation sexuelle. Chaque fois qu'il y a de grandes migrations d'hommes dans une zone, il y a une grande demande de services sexuels qui génère souvent du trafic sexuel »¹⁵. Cela survient dans les zones minières du Pérou comme dans la région amazonienne de Madre de Dios, où il y a de l'extraction illégale d'or. Dans le cas de l'Argentine, la traite et la prostitution poursuivent le même chemin que la route du pétrole et l'industrie minière, ainsi que celle du soja.

Il faut ajouter à cela l'augmentation de la violence étatique et paraétatique envers les femmes qui s'opposent au néoextractivisme. Nous avons déjà signalé que la criminalisation, l'agression et l'assassinat de défenseurs de l'environnement ont augmenté notablement dans la région. Entre 2011 et 2016, les organisations des droits de l'homme ont dénombré 1 700 agressions de femmes défendant l'environnement en Amérique du Sud et en Amérique centrale¹⁶. La majorité des agressions ont été réalisées dans des contextes d'expulsion forcée, où les femmes ont été violentées physiquement et sexuellement par les forces policières ou les groupes paramilitaires¹⁷.

Un des crimes récents les plus frappants fut celui de Berta Cáceres, du COPINH au Honduras. Un autre cas important de persécution et d'intimidation est celui de Máxima Acuña au Pérou, membre de l'Association des femmes en défense de la vie et de l'Union latino-américaine des femmes (ULAM), en opposition au mégaprojet minier Conga¹⁸. Enfin, il faut ajouter le cas des militants d'Action écologique, ONG équatorienne très reconnue au

¹⁵ Boris Miranda, « La “escalofriante” alianza entre la minería ilegal y la explotación sexual en Sudamérica », *BBC Mundo*, mis en ligne le 12 avril 2016, consulté le 5 mai 2019, disponible sur : <http://www.bbc.com/mundo/noticias/2016/04/160406_america_latina_alianza_siniestra_mineria_ilegal_trata_mujeres_prostitucion_sexual_bm>.

¹⁶ Ángel Maldonado, « Editorial », *Boletín Reinventerra*, 2016.

¹⁷ Fondo de Acción Urgente-América Latina, *Extractivismo en América Latina y su impacto en la vida de las mujeres*, Colombia, 2017.

¹⁸ Pour un bilan du processus de criminalisation et d'assassinats de femmes en lutte, voir OXFAM, *Las mujeres rurales de América Latina son luchadoras, no criminales*, mis en ligne en 2014, consulté le 5 mai 2019, disponible sur : <<https://www.oxfam.org/es/crece-peru-mexico-el-salvador-guatemala-bolivia/las-mujeres-rurales-de-america-latina-son-luchadoras>>.

niveau international, dédiée à la recherche et au conseil, composée quasi exclusivement par des femmes, qui a subi deux tentatives de dissolution du gouvernement de Rafael Correa (en 2009 et en 2016) pour leur lutte en faveur des droits de la nature et des communautés qui luttent contre le néoextractivisme.

En somme, là où les activités extractives émergent, caractérisées par la masculinisation des territoires et le profit faramineux, différentes problématiques sociales, déjà présentes dans la société, s'intensifient et s'exacerbent. Ainsi, une des conséquences est l'accentuation des stéréotypes de la division sexuelle du travail qui aggrave les inégalités de genre, produit une rupture du tissu communautaire, dans le même temps qu'elle renforce les chaînes de violence préexistantes¹⁹. Effectivement, dans un cadre aggravé par les caractéristiques sociales, de travail et spatiales de l'enclave, cela affecte de manière très négative les femmes. D'un côté, dans un contexte d'asymétries salariales marquées, le rôle traditionnel des femmes se renforce (homme-travailleur-pourvoyeur de fonds/femme-maîtresse de maison-attentive au foyer). Ainsi, nous assistons dans de nombreux pays à l'affaiblissement des rôles communautaires et ancestraux des femmes, avec des industries extractives qui détruisent le tissu communautaire et produisent un déplacement des activités et même des populations²⁰. D'autre part, le processus d'exploitation sexuelle devient central et les femmes sont assignées à la place d'objet sexuel. Finalement, dans ce cadre, les actes de violence (physique et sexuelle) s'aggravent contre les défenseurs de l'environnement.

En d'autres termes, la consolidation de configurations socio-territoriales, caractérisées par la masculinisation, la désarticulation du tissu social, par l'inégalité et par la surappropriation maximale et accélérée, renforce la matrice de domination patriarcale et aggrave les chaînes de violence. Tout cela s'exprime avec un grave recul sur des questions d'égalité de genre et une réactualisation très dangereuse des pires formes du patriarcat et la génération de nouvelles formes, liées à l'esclavage sexuel.

¹⁹ Maristella Svampa, *Del cambio de época al fin de ciclo. Gobiernos progresistas, extractivismo y movimientos sociales*, Buenos Aires, Edhasa, 2017.

²⁰ Fondo de Acción Urgente-América Latina, *op. cit.*, 2017.

L'expansion des énergies extrêmes et des nouveaux conflits

L'élargissement de la frontière technologique a permis de chercher d'autres formes de gisements d'hydrocarbures, dénommés non conventionnels, d'extraction techniquement plus difficiles, économiquement plus coûteux et avec de plus grands risques de contamination. Selon la définition de Tatiana Roa Avendaño du CENSAT-Agua Viva de Colombie et Hernán Scandizzo, de l'Observatorio Petrolero Sur de Argentina, le concept d'« énergies extrêmes », plus large que celui d'« hydrocarbures non conventionnels », que nous utilisons dans cet article, se réfère « non seulement aux caractéristiques des hydrocarbures, mais aussi à un contexte dans lequel l'exploitation de gaz, de brut et de charbon entraîne des risques croissants en termes géologiques, environnementaux, sociaux et de travail ; en plus d'une haute accidentalité comparée avec les exploitations traditionnelles ou appelées conventionnelles »²¹.

Parmi les énergies extrêmes, nous pouvons en dénombrer plusieurs types :

- Le gaz de schiste, qui existe en dépôts de schiste, roches mères formées à partir des dépôts de limon, d'argile et de matière organique, à une profondeur entre 1 000 et 5 000 mètres de profondeur. Les gaz de schiste sont une roche sédimentaire poreuse, mais peu perméable, parce que ses pores sont très petits et ne communiquent pas bien entre eux.
- Le gaz de réservoir, attrapé dans une formation géologique plus compacte comme peut l'être une formation de grès ou de calcaire.
- Le gaz de couches de charbon, qui apparaît lié au charbon de pierre à une profondeur entre 500 et 2 000 mètres.
- Parmi les non-conventionnels, il existe les bruts lourds ou les sables bitumineux, dont les coûts environnementaux sont aussi très élevés, extraits actuellement dans l'Alberta au Canada et dans la ceinture de l'Orénoque (Venezuela).
- Enfin, il ne faut pas oublier les gisements *offshore*, toujours plus éloignés des côtes, en eaux profondes, qui sont extraits, dans

155

²¹ Tatiana Roa et Hernán Scandizzo, « Qué entendemos por energía extrema » in *Extremas. Nuevas fronteras del extractivismo energético en Latinoamérica*, Colombia, Oilwatch Latinoamérica, 2017.

quelques cas, après avoir traversé d'épaisses couches de sel. La distance entre la superficie de la mer et les réserves de pétrole peut atteindre plus de 7 000 mètres (comme cela survient avec le pré-sel au Brésil).

Les énergies extrêmes entraînent des coûts économiques élevés, ainsi que des impacts environnementaux et socio-sanitaires élevés. Une partie d'entre elles requièrent la fracturation hydraulique ou *fracking* pour être extraites²², une technique expérimentale par laquelle on réussit à extraire du gaz ou du brut piégé dans les roches depuis des époques immémoriales. Cette technique consiste à injecter de hautes pressions d'eau, de sable et de produits chimiques dans les formations rocheuses riches en hydrocarbures, afin d'en augmenter la perméabilité et ainsi, améliorer leur extraction.

L'expansion des énergies extrêmes est étroitement liée aux décisions géopolitiques adoptées de manière unilatérale par les États-Unis. Vers l'an 2000, ils se sont fixé comme objectif stratégique de cesser de dépendre de la production pétrolière des pays arabes et réussir l'auto-provisionnement énergétique à travers l'exploitation d'énergies extrêmes. Pour pouvoir réussir une équation économique viable, les compagnies pétrolières ont obtenu d'importantes concessions, avec de fortes incitations fiscales et l'exemption du droit de l'environnement. Cela est survenu durant la présidence de George W. Bush en 2005, quand le Parlement a approuvé la clause énergétique (Energy Politics Act, dénommé également amendement Halliburton en raison du lobbying exercé par cette entreprise) qui exemptait l'industrie gazière de respecter les lois de protection de l'eau potable et une autre série de règlements de protection de l'environnement

²² Malgré le fait que ces réserves soient connues depuis longtemps, ce n'est qu'avec l'expansion de la frontière technologique et face à l'imminence de l'épuisement des hydrocarbures conventionnels que les dénommés hydrocarbures non conventionnels commencent à être vus comme une alternative « viable », malgré l'énorme coût économique et la contamination et les dommages environnementaux plus importants et le moindre rendement énergétique qu'ils présentent. De la même manière, même si la technologie de la fracturation hydraulique est employée dans l'activité pétrolière depuis plus de soixante ans, ce n'est que depuis moins de deux décennies qu'elle est utilisée de manière intensive et à grande échelle. Voir Pablo Bertinat, Eduardo d'Elia, Roberto Ochandio, Maristella Svampa et Enrique Viale, *20 mitos y realidades del fracking*, Buenos Aires, El Colectivo, 2014, et Maristella Svampa et Enrique Viale, *Maldesarrollo. La Argentina del extractivismo y el despojo*, Buenos Aires, Editorial Katz, 2014.

et empêchait le contrôle de la part de l'Agence de protection de l'environnement (EPA, pour son acronyme en anglais) sur l'activité. Il faut également ajouter que les entreprises états-uniennes sont protégées par la confidentialité et jusqu'à peu n'avaient pas à détailler quelles étaient les substances chimiques utilisées dans les liquides de fracturation.

Cette décision, impulsée par le lobby pétrolier et justifiée au nom de raisons géopolitiques, a généré une reconfiguration de la cartographie énergétique mondiale, basée sur l'énergie fossile. En raison de cela, ces dix dernières années, les États-Unis ont consolidé leur position comme exportateur net de gaz et ils pourraient, vers la fin des années 2030, devenir aussi un exportateur net de pétrole, grâce à l'utilisation de technologies d'extraction comme le *fracking*. La Russie et le Moyen-Orient perdraient leur pouvoir d'attraction, ainsi que la Chine et d'autres pays. Un rapport récent de l'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a calculé que l'augmentation de la production états-unienne de pétrole de schiste serait de 8 millions de barils entre 2010 et 2025, ce qui supposerait « la période la plus longue d'augmentation de la production de pétrole dans un pays dans l'histoire des marchés de brut ».

En 2010, le département d'État états-unien a lancé une initiative globale de gaz de schiste (GSGI, pour son acronyme en anglais), maintenant connu comme Programme d'engagement technique de gaz non conventionnel, focalisé sur la fracturation hydraulique. Ils s'agissait d'un pari à l'occasion duquel Washington invitait de nombreux pays du monde à discuter des bénéfices et des risques de cette technique qui, selon ses défenseurs, changerait le marché énergétique. En avril 2011, l'AEI a publié un rapport où les principales réserves mondiales sont valorisées et localisées. Même si cette étude a commencé à être questionnée, surtout par rapport aux (sur)estimations de gaz qu'elle présente, elle continue d'être utilisée comme base d'une argumentation pour défendre les possibilités d'accès à ces réserves. Selon cette étude, les zones avec les plus grands gisements sont situées en Chine, aux États-Unis, en Argentine, au Mexique, en Afrique du Sud, en Australie, au Canada, en Libye, en Algérie et au Brésil. Tandis que la Chine et les États-Unis sont en tête en termes de réserves de gaz non conventionnel, avec respectivement 19,3 % et 13 %, l'Argentine et le Mexique se placent en troisième et en quatrième position, avec 11,7 % et 10,3 % chacun.

L'Argentine est devenue la tête de pont du *fracking* dans la région latino-américaine. En 2012, dans un contexte de pénurie énergétique croissante, les estimations plus que prometteuses sur l'existence d'hydrocarbures non conventionnels ont poussé le gouvernement de Cristina Fernández à l'expropriation partielle de YPF, jusqu'alors aux mains de l'entreprise espagnole Repsol. Les hydrocarbures non conventionnels se trouvent surtout dans le nord de la Patagonie, dans le bassin de Neuquén, ce qui représente un total de 120 000 km². Au-delà de la crise, la fièvre de l'elorado n'a pas tardé à se déclencher en Argentine, ce qui a contribué à minimiser tout débat sur les risques environnementaux et sociosanitaires de la fracturation hydraulique, comme cela a pu survenir sous d'autres latitudes. Cela a été renforcé par la rhétorique nationaliste du kirchnérisme qui disait impulser le passage du paradigme des *commodities* à celui des ressources stratégiques, à partir du contrôle des hydrocarbures et, par conséquent, de la politique énergétique de l'État.

158

Selon les données de l'AEI, en 2015, sans prendre en compte les États-Unis et le Canada, l'Argentine et la Chine étaient en tête du développement du gaz de schiste. Comme cela a eu lieu avec le soja, l'Argentine est devenue le laboratoire à ciel ouvert du développement d'une des techniques d'extraction des hydrocarbures les plus controversées au niveau global, préservé par un cadre juridique de plus en plus propice aux investissements étrangers, surtout à partir de la signature de la convention entre YPF et Chevron, qui a été la porte d'entrée du *fracking* à grande échelle dans le pays et qui a été suivie par d'autres accords d'association mixte. Mais le progressisme kirchnériste n'est pas le seul à avoir parié sur les énergies extrêmes : autant l'opposition du centre que celle de droite ont accompagné cette décision. Une fois de plus, le consensus des *commodities*, qui envisage Neuquén comme la nouvelle Arabie Saoudite, surtout grâce à Vaca Muerta (la plus grande formation de schiste ou roche de schiste d'Argentine), eut la particularité de montrer la continuité qui unit en une même vision du développement progressistes, conservateurs et néolibéraux.

Cependant, l'histoire n'est pas linéaire. À partir de 2014, la chute des prix internationaux du pétrole ont mis un frein à la fièvre de l'elorado à la Vaca Muerta, ce qui n'a pas empêché le début d'un processus de reconfiguration sociale et territoriale, avec un siège à Añelo, localité occupée par les grands opérateurs transnationaux, où

tout est prêt pour redémarrer quand le signal sera donné, lorsque le prix du pétrole augmentera et qu'un horizon de rentabilité se projettera pour l'investissement attendu des grandes corporations globales. Dans ce cadre, le gouvernement kirchnériste s'est consacré à subventionner la production de pétrole, aspect qui a continué dans la gestion de Mauricio Macri, qui, en janvier 2017, a relancé Vaca Muerta dans sa version d'eldorado néolibéral en signant des conventions qui garantissent la flexibilisation du travail et reporte le coût de l'accumulation sur les secteurs les plus faibles de la chaîne, c'est-à-dire, les travailleurs.

Il faut souligner que la région de Vaca Muerta est loin d'être un territoire vide, comme cela est conçu par les autorités provinciales et nationales. Une vingtaine de communautés indigènes y vivent de manière dispersée. Ce n'est pas l'unique territoire sur lequel se réalise du *fracking* en Argentine ; cela se pratique aussi dans la zone d'Alto Valle del río Negro, à Allen, où l'exploitation de gaz de réservoir avance entre les plantations de poires et de pommes et menace de remplacer ce type d'économie.

En 2014, après les protestations de la Confédération Mapuche, le gouvernement de Neuquén a dû reconnaître la communauté de Campo Maripe, installée sur sa zone depuis 1927. Le territoire en conflit, selon l'Observatorio Petrolero Sur, représente 10 000 hectares, mais le gouvernement en concède seulement 900 à la communauté. Mais dans cette extension, il est impossible de réaliser les tâches d'élevage et d'agriculture, ces deux activités font vivre 120 personnes. Ceci est un exemple, mais les territoires en dispute sont beaucoup plus nombreux, aujourd'hui récupérés par des communautés mapuches qui alertent sur une cartographie étendue du conflit face aux progrès des différentes modalités du néoextractivisme et l'accaparement de terres.

Avec des arguments similaires à ceux de l'Argentine, à partir de 2013, au Mexique, le gouvernement de Peña Nieto a favorisé une réforme énergétique, qui a ouvert la porte à la signature de contrats avec l'investissement privé et mis sur l'agenda la question de l'exploitation des énergies extrêmes dans des gisements de schiste et de sables compacts, avec l'objectif d'affronter la chute de la production de pétrole et les importations croissantes de gaz naturel. Les provinces engagées dans ce processus sont nombreuses, depuis Tampicas, Burgos, Veracruz, Burro jusqu'à Chihuahua. De plus, il est évident que la fracturation hydraulique a été utilisée

en 2010 dans des gisements de schiste par la compagnie étatique Petróleos Mexicanos (PEMEX). Actuellement, il existe déjà 1 500 puits actifs de fracking, mais des données plus récentes, révélées par une enquête de l'association CartoCrítica évoquent l'existence de 5 000 puits actifs.

En Colombie, mi-2017, le ministère de l'Environnement prépara une norme qui permettrait de commencer l'exploitation *offshore* dans le pays. Cependant, le gouvernement ne présente pas une position unanime par rapport au *fracking*. Tandis que le ministère de l'Environnement proposait d'étendre les études sur les impacts de la fracturation hydraulique dans les cinq prochaines années, le ministère de l'Énergie avalisait son application immédiate. L'Alliance colombienne contre le *fracking* soutient qu'en avançant dans le sens d'une expansion de la frontière pétrolière, le *fracking* pourrait mettre en très grave danger de nombreux écosystèmes stratégiques, comme le Páramo de Sumapaz, zone agricole de la capitale reconnue comme la plus grande du monde, et le Páramo de Chingaza, dont le système approvisionne autour de 80 % de l'eau potable de Bogotá, en plus d'autres écosystèmes.

Au même moment, au Brésil, au rythme de la réforme énergétique réalisée entre 2016 et 2017, le gouvernement de Michel Temer a impulsé l'investissement dans l'exploration et la production d'hydrocarbures. Comme dans les autres pays, cette réforme a ouvert la possibilité que la société étatique Petrobras fasse partie de tous les consortiums pétroliers qui se consacrent à l'exploitation de l'*offshore*, c'est-à-dire, le pétrole en eaux profondes. Ce changement est un recul par rapport aux réformes de 2010 qui obligeaient la compagnie publique à acquérir 30 % des champs d'hydrocarbures dans cette région pétrolière. En 2017, le ministre des Mines et de l'Énergie, Fernando Coelho Filho, affirmait que le Brésil vivrait à nouveau un moment d'« euphorie » avec l'*offshore* ces prochaines années, similaire à celle observée durant l'administration du gouvernement de l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva.

Le progrès du *fracking* a provoqué la réaction des communautés locales sur tout le continent. Assemblées citoyennes, communautés indigènes et paysannes, ONG environnementales, réseaux d'intellectuels et d'universitaires et quelques syndicats sont à l'origine de ces résistances. En Argentine, à partir de 2012, de nombreuses assemblées et des réseaux citoyens se sont créés

et impulsent un moratoire et/ou la prohibition de l'exploitation d'hydrocarbures non conventionnels au moyen de la fracturation hydraulique. Fin 2017, il y avait une cinquantaine de localités où des ordonnances interdisaient le *fracking*. Au Brésil, en 2016, 72 villes interdisaient la fracturation hydraulique, même si d'autres données indiquaient 200 municipalités libres de *fracking* et plusieurs États qui réfléchissent à l'interdiction totale. Nombreux sont les activistes brésiliens qui se déplacent en Argentine pour observer in situ les dommages produits par ce type d'énergie extrême, surtout dans l'Alto Valle de Río Negro, où le *fracking* avance entre les plantations de poires et de pommes. Au niveau régional, l'Alliance latino-américaine contre le *fracking* s'est créée, un réseau d'organisations qui cherchent à promouvoir le débat, en analysant le contexte énergétique de chaque pays, les politiques publiques qui se développent pour promouvoir et réguler le *fracking*, les impacts sociosanitaires, environnementaux et économiques occasionnés par cette technique dans la population, les conséquences comme modèle d'occupation territoriale, ainsi que les stratégies d'incidence, de mobilisation et de résistance qui se développent dans chaque pays.

161

Jusqu'à maintenant, le seul pays de la région qui a approuvé un moratoire de quatre ans sur le *fracking* est l'Uruguay. En août 2017, différents groupes environnementaux d'Uruguay, d'Argentine et du Brésil ont manifesté dans le nord-ouest uruguayen contre l'exploration d'hydrocarbures par la fracturation hydraulique, en levant comme drapeau la protection aquifère guarani, une des réserves d'eau douce les plus grandes de la planète. Finalement, le projet de moratoire a été transformé en loi en décembre 2017.

L'élargissement de la géographie de l'extraction

Face à la pression pour l'élargissement de la frontière des *commodities* et plus spécialement à travers l'expansion des énergies extrêmes, il faut toujours s'interroger si aujourd'hui le néoextractivisme n'est pas une catégorie également applicable à l'ensemble du Nord. Certainement, l'approfondissement du néoextractivisme et l'émergence de ses formes extrêmes affectent plus spécialement les pays du Sud, en reconfigurant des territoires, générant de nouvelles formes de domination et renforçant la géographie du dépouillement, dans un contexte toujours

plus marqué par la juridiciarisation et la répression étatique et paraétatique, ainsi que la violence patriarcale. Cependant, la pression pour étendre la frontière énergétique déborde clairement les pays du Sud et permet de détecter le progrès d'une dynamique territoriale extractiviste dans l'ensemble du Nord. L'exemple éloquent est l'expansion vertigineuse de la frontière pétrolière et énergétique, au moyen de l'exploitation de gaz et de pétrole non conventionnel. Effectivement, le pari pour le fracking implique l'approfondissement de la matrice énergétique actuelle basée sur les combustibles fossiles et, en conséquence, un fort recul, en termes de scénarios alternatifs ou de transition vers des énergies propres et renouvelables.

Comme nous l'avons dit, la voie du fracking fut décidée par les États-Unis, au nom de l'auto-provisionnement et de la souveraineté. L'histoire de son développement, à partir de l'an 2000, et la série d'exemptions environnementales et économiques qu'elle a requises, le rôle crucial du puissant lobby pétrolier, figurent parmi les pages les plus sordides de la politique étasunienne récente. En conséquence, à partir de l'an 2000, la fracturation hydraulique a transformé la réalité énergétique des États-Unis, en lui octroyant une plus grande autonomie par rapport aux importations, mais aussi en transformant le territoire dans lequel on peut vérifier les véritables impacts : contamination aquifère, dommages dans la santé des personnes et des animaux, tremblements de terre, plus grandes émissions de méthane...

Le caractère controversé du fracking est illustré par une cartographie globale du conflit, qui commence dans le cœur du nord impérial, comme le reflète la prohibition dans le Vermont et le moratoire dans des États comme à New York et Los Angeles. Au Québec (Canada), les luttes ont débouché sur son interdiction, tandis qu'en Colombie britannique, des résistances indigènes urbaines se développent actuellement, en raison d'un oléoduc de 1 100 km qui transporte le bitume depuis la région d'Alberta et qui traverse le territoire communautaire. Là-bas, en Alberta, avec pour épicerie la localité de Fort McMurray, le nouvel eldorado, les accidents et les dommages produits par le fracking sont incalculables et créent un paysage de désolation qui s'étend sur plus de 90 000 m² de terre et d'eau contaminée par l'extraction de sables bitumineux, le combustible fossile le plus sale de toutes les énergies extrêmes. Depuis l'an 2000, l'exploitation de cette zone

de frontière implique des corporations globales comme Chevron, Exxon, Total, Petrochina...

En Europe, comme cela survient sous d'autres latitudes, les rapports de l'Agence nord-américaine de l'énergie tendent à alimenter l'espoir d'un nouvel eldorado et plusieurs pays sont séduits par ce discours. Le cas le plus dramatique est peut-être celui de la Pologne où les compagnies nord-américaines prennent pied depuis 2011. Un des principaux lobbyistes fut Hillary Clinton, alors fonctionnaire du gouvernement de Barack Obama. Après que le gouvernement états-unien eut prédit que les réserves de gaz de schiste en Pologne étaient suffisamment abondantes pour approvisionner le pays en énergie les trois prochains siècles, quatre ans plus tard, la réalité est devenue autre ; le coût de l'extraction, la faible accessibilité des gisements ont fait que les permis se sont réduits et que les compagnies pétrolières, dont Chevron, commencent à abandonner le pays.

La France a été le premier pays à interdire la fracturation hydraulique en 2011, dans une lutte qui a rassemblé des résistances de différentes petites localités des Pyrénées et qui a compté avec l'accompagnement d'un référent emblématique du mouvement altermondialiste, José Bové. La Bulgarie suit en 2012, tandis que d'autres pays impulsent des moratoires, comme c'est le cas en Allemagne, un des pays les plus décidés dans la transition vers les énergies renouvelables. Cela a été interdit au pays de Galles, en Irlande et en Écosse. Dans ce dernier pays, une consultation a eu lieu en octobre 2017 et a eu comme résultat 99 % d'électeurs défavorables au *fracking* « pour des motifs environnementaux et manque de bénéfices économiques ». En Espagne, l'opposition entre le gouvernement et les résistances sociales continue d'être très forte et les brèches se creusent y compris dans le Parti populaire alors au pouvoir. Dans plusieurs communautés comme en Cantabrie ou au Pays basque, les parlementaires du Parti populaire ont soutenu des lois *antifracking* régionales. En 2016, face à une initiative impulsée par différents partis pour interdire le fracking, plusieurs entreprises pétrolières intéressées pour exploiter les hydrocarbures non conventionnels en Espagne ont choisi de se retirer.

L'Angleterre présente pour sa part un scénario très conflictuel. Selon le service géologique britannique, la Grande-Bretagne possède des réserves de gaz de schiste qui pourraient approvisionner le pays durant 25 ans. Même si les premiers forages de gaz et de

pétrole de schiste ont commencé en 2011, ils sont en relation avec les mouvements sismiques de Blackpool, ce qui a conduit au premier moratoire national. Cependant, le moratoire a été levé plus tard par le gouvernement de David Cameron, qui a promis des avantages fiscaux aux municipalités qui acceptent la fracturation hydraulique et a proposé d'avancer, y compris dans des aires naturelles protégées. Sur cet aspect, les projets du gouvernement britannique ne sont pas loin du négationnisme de Donald Trump. Par exemple, l'actuelle l'ancienne Première ministre, Theresa May, avait décidé d'impulser le fracking et l'énergie nucléaire, dans le même temps elle supprimait le jusqu'alors nommé département de l'Énergie et du changement climatique.

Ainsi, le changement des règles du jeu de la part des États-Unis, dans la recherche de l'indépendance énergétique, a reconfiguré la carte énergétique mondiale en impulsant une sorte d'approfondissement du modèle énergétique fossile. La situation est telle qu'au début, même l'Union européenne ne pouvait pas se soustraire aux chants de sirène du *fracking* et nombre de ses membres ne doutaient pas de décider le sacrifice de leurs territoires, au nom de la promesse d'indépendance énergétique. Cependant, dans plusieurs de ces pays, les différents gouvernements et le lobby pétrolier ont rencontré des résistances sociales inattendues, qui les ont obligé à reconsidérer la relation coût-bénéfice, non seulement en termes économiques, mais aussi politiques et sociaux.

En somme, tandis que dans le Sud les résistances sociales augmentent au rythme de l'évolution de la géographie de l'extraction, dans le Nord, de nouveaux conflits émergent autour des biens naturels, qui dans quelques cas rendent compte de la montée de la conflictualité avec les peuples indigènes, comme au Canada et aux États-Unis, et dans d'autres, c'est la capacité de réaction de petites communautés locales, comme en Angleterre et en France, entre autres. En conséquence, le néoextractivisme énergétique n'est pas l'exclusivité des pays périphériques, même s'il a une dimension indéniablement coloniale, comme le montre de manière exemplaire le cas de l'Amérique latine. La reconfiguration de la géographie néocoloniale classique nous oblige à complexifier les relations entre le Nord et le Sud, face à l'expansion des énergies extrêmes. Cela ne signifie pas que les asymétries entre les pays centraux et périphériques, entre le Nord et le Sud, ne se sont pas amplifiées, mais la nouvelle configuration géopolitique nous

VERS UN NÉOEXTRACTIVISME AUX FORMES EXTRÊMES

mène à repenser la problématique en termes civilisationnels, au moment où se projette la possibilité de créer d'autres ponts et liens de solidarité à l'échelle globale dans le cadre d'une nouvelle cartographie des résistances.

Résumé :

Dans cet article, je propose de lire quelques-unes des expressions de l'actuelle phase d'exacerbation du néoextractivisme, à travers ses formes extrêmes, qui incluent entre autres choses l'augmentation de la répression étatique et para-étatique, visible dans les assassinats d'activistes écologistes, l'émergence de nouvelles territorialités criminelles, liées à l'extraction minière illégale et/ou artisanale et au renforcement de la structure patriarcale dans un contexte de masculinisation des territoires et enfin, l'expansion des énergies extrêmes. De la même manière, pour compléter cette lecture en termes géopolitiques, dans un dernier point, on présentera l'expansion de l'économie d'extraction dans les pays centraux.

Traduit de l'espagnol par Thomas Posado